

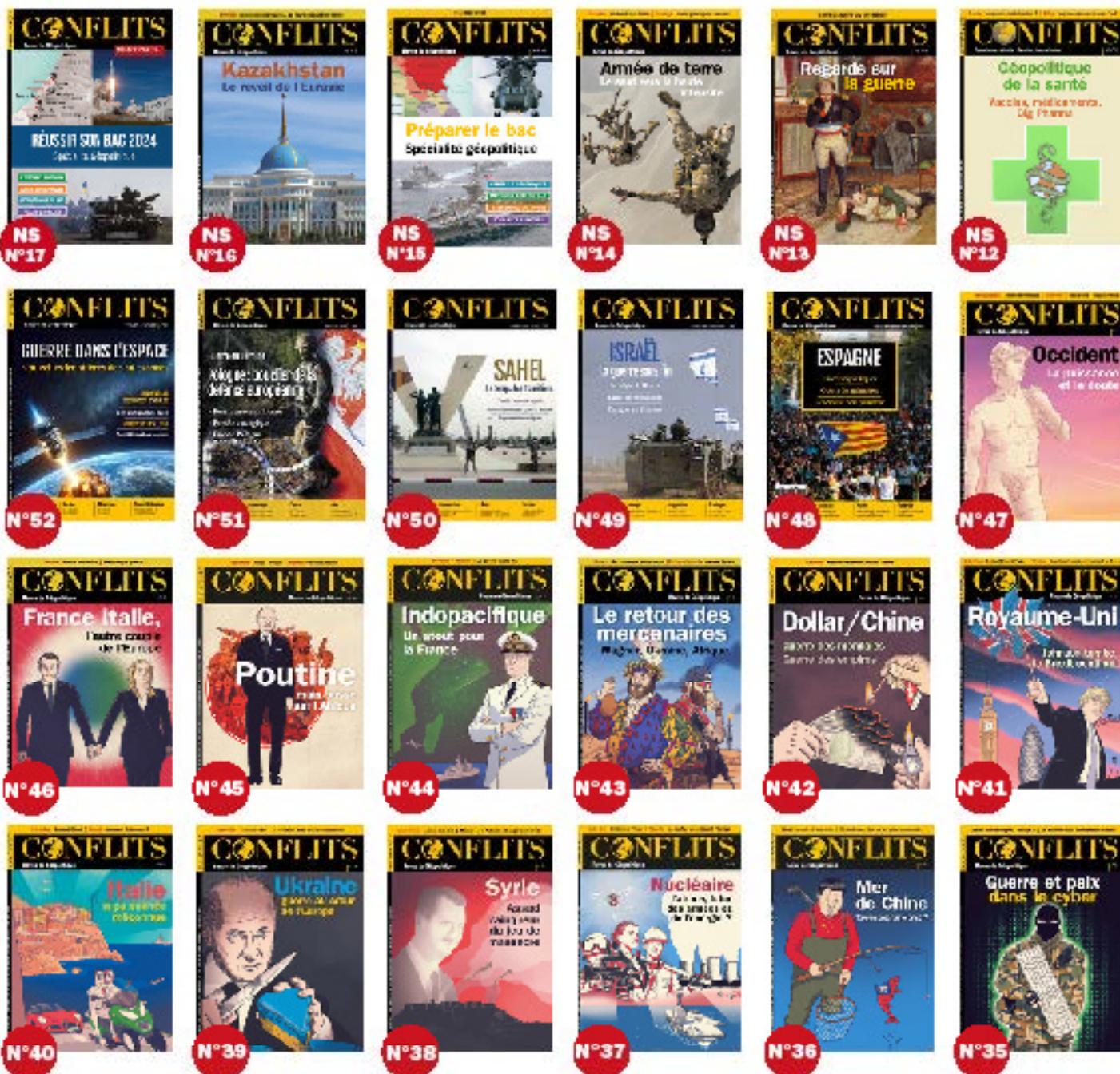
RÉEL CRIMINEL

JANVIER 2025 | n°2



NOTRE APPAREIL RÉGALIEN SE DÉGRADE

VOICI SON INQUIÉTANT
BILAN DE SANTÉ



Retrouvez l'ensemble des numéros disponibles et commandables sur www.revueconflits.com

Conflits | 32 rue du Faubourg Poissonnière 75010 Paris | 01 84 79 01 34 | www.revueconflits.com | contact@revueconflits.com

Cartographie
Séverine Germain (SG Cartographie) et QualiCity

Direction Marketing
Link-Edit

Coordination de projet Réel Criminel
Xavier Rauber - avec la base documentaire CRIMINO

Rédacteur en chef
Jean-Baptiste Noël

Conflits est édité par la Société d'Édition et de Presse Antilles (SEPA), SARL au capital de 212 000 €. Siège social: 32 rue du Faubourg Poissonnière, 75010 Paris.

Directeur de la publication: Gil Mikosky.
RCS Paris n° 802 072 504. Dépôt légal à parution.
ISSN : 2274-4444

Commission paritaire 0824092339. Distribution MLP.
Impression: BLG Tout,
2780, route de Villey Saint-Etienne - 54200 Toul
Printed in France / Imprimé en France

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Le comité scientifique contribue à l'évaluation de la revue et veille au respect des principes éditoriaux dans l'intérêt de nos lecteurs pour une géopolitique critique

Fabrice Balanche, Lyon II - Oliver Battistoni, Université de Corse - Daniel Dory, Université de La Rochelle - Christian Harbulot, Directeur de l'École de guerre économique - Jean-Marc Holz, Géographe, cartographe - Pascal Loret, Président de l'Institut Choiseul - Martin Motte, EHES - Anne Mandeville, Université Toulouse 1 - Éric Pomès, Saint-Cyr Coëtquidan - Jean-Robert Ravlet, Université Paris-Nanterre - Christophe Révellard, Sorbonne-Université - Hélène Terrom, Université catholique de l'Ouest - Hervé Théry, CNRS - Catherine Van Offelen, analyse géopolitique - Recteur Charles Zanghe, Université Paris 1

La sécurité des français se dégrade

Éléments contextuels

(Intérieur - OLCLO)

Armes à feu en circulation en France, tous types, ± 12 millions dont la moitié illicite.

Chasseurs : $\pm 5,5$ millions, tir sportif : $\pm 250\ 000$; ± 2 millions d'armes illégales connues, car perdues après la mort de leur propriétaire ; chaque année environ 30 000 armes à feu sont rendues aux autorités.

Distributeurs automatiques de billets (DAB) argent liquide, etc.

Fin 2022, la France compte 46 300 DAB, dont 15 000 appartenant aux grands réseaux bancaires, 5 000 de ces derniers DAB devant disparaître dans l'avenir proche.

En 2023, il en reste 44 123. En 2022, toujours, 50% des paiements en magasin se font toujours en espèces ; de 2016 à 2022, les paiements par carte sont passés de 27% à 43% du total.

En 2024, 52% des Français font moins d'un retrait DAB par mois ; moyenne, 1,4 retrait par mois, de $\pm 50\text{€}$.

Chèques : en 2023, leur émission a encore baissé de 12%.

Le dispositif servant à mesurer son efficacité n'est plus fiable

En juillet 2024, le service statistique du ministère de l'Intérieur (SSMSI) livre des données sur « la délinquance » du premier semestre de l'année, chiffres affectés par ce que le (pourtant respectueux) Figaro qualifie ironiquement de « corrections aux contours mystérieux ».

Dans ce document du SSMSI, on lit en effet ceci : « À la suite d'un problème informatique, un nombre significatif [?] d'infractions enregistrées par les services de la Police nationale du 20 mai au premier juillet est absent à tort du système d'information statistique des forces de sécurité intérieure ».

Décodeur : sur 183 jours du premier semestre, 42 manquent, soit 23% du total. Les calculs d'un ingénieur sont à 23% approximatifs : le contrôle technique de son entreprise est-il satisfait du résultat ? Eh bien, le SSMSI ne sait pas faire mieux que ça, et en 2024 encore - année olympique durant laquelle la sécurité est scrutée comme le lait sur le feu.

S'agissant récemment de la sécurité des Français, un bilan consternant

De juillet 2023 à juin 2024 (incluant le rafistolage évoqué ci-dessus) :

Les vols avec arme (9 053) augmentent encore de + 6% ;

Les vols de véhicules (144 561), de + 5% ;

Les vols dans les véhicules (259 290), de + 5% ;

Les cambriolages (215 456, des seuls logements...), de + 4%.

Plus 4% semble dérisoire, mais ici, on ne part pas de zéro : ces quelques pour cent s'ajoutent à tout le reste antérieur. Quand on a de l'eau à la cheville, qu'elle monte de 4% est futile ; mais quand le flot est déjà monté à la bouche, plus 4% signifie qu'on est noyé.

Homicides et tentatives

- *Juillet 2023 jusqu'à juin 2024* : 5 067
- *Juillet 2022 ... juin 2023* : 4 755
- *Juillet 2021 ... juin 2022* : 4 300
- *Juillet 2020 ... juin 2021* : 3 971

Sur quatre ans pleins (Macron-Darmanin-Dupond-Moretti régnante) : + 28%.

Coups et blessures (+ de 15 ans, hors cadre familial)

- *Juillet 2023* : 142 700
- *Juillet 2022* : 143 600
- *Juillet 2021* : 137 600
- *Juillet 2020* : 124 300

Agressés dans la rue, les transports, etc., sur 4 ans : + 15%. En 2023, 391 victimes par JOUR.

Il ne faut bien sûr pas mélanger les agressions physiques DANS le cadre familial avec celles commises hors de celui-ci. D'abord, les premières sont d'usage commis à domicile, en un lieu où les pouvoirs publics sont impuissants, sauf à mettre un policier ou un gendarme dans chaque logement. Comme l'alcoolisme (qui suscite nombre de ces crises familiales), ces violences relèvent d'un traitement préventif ciblé à long terme. Ici, la répression joue un pur rôle d'exemple a posteriori.

En outre, les enquêtes y sont minimales, vu l'unité de lieu et la familiarité des personnages en cause.

Les coups et blessures volontaires hors cadre familial sont en revanche fort traumatisantes pour le public : elles sont d'usage le fait d'inconnus et adviennent dans des lieux fréquentés au quotidien : parties communes d'immeubles, voie publique, transports publics, lieux d'enseignement, parcs, jardins ou stades. Cette catégorie est relevée à partir de 15 ans, pour en exclure d'éventuelles raclées paternelles.

Crimes et délits : les taux d'élucidation s'effondrent

L'efficacité d'une force de sécurité (ici, police nationale et gendarmerie nationale, chiffres conjoints) se mesure par ses taux d'élucidation (quantité, délais) des crimes et délits qu'on lui signale, ou qu'elle découvre.

Sur 12 infractions-clé, 10 taux d'élucidation baissent de 2017 à 2022.

Atteintes aux personnes

Crimes, homicides : dans l'année suivant l'infraction, en 2017, 81% des homicides sont élucidés (un coupable présumé est identifié et arrêté) ; en 2022, on en est à 69%. Ainsi, de 2017 à 2022, a-t-on + 16% d'homicides et - 12% d'élucidations.

Coups et blessures volontaires hors cadre familial (dans la rue, les transports, au travail ou à l'école, etc., par des inconnus, des rivaux) taux d'élucidation, après flagrant délit ou dépôt de plainte, de 63% à 54%, - 9% de 2017 à 2022. Pendant ce temps, + 23% de victimes.

Atteintes aux biens

Vols sans violences - cambriolages de logements (?) - vols liés aux véhicules : au bout d'un an, 7% de taux d'élucidation en 2022 (- 1 point sur 2021). 7% de mis en cause signifient qu'environ 93% des cambrioleurs (du fait de récidivistes) agissent en ignorant toute répression.

Des crimes graves laissés sans réponses : un exemple

Prostitution des mineures. Fin 2023, cas avérés en France, ± 10 000 (doublement depuis 2016) mais selon des associations d'aides aux victimes, on en serait plutôt à 20 000 cas, car par exemple dans les Hauts-de-France « le phénomène explose ».

Pour la plupart, de jeunes filles happées vers 12 à 14 ans ; à 84% des cas connus, ce sont des fugueuses. Le plus souvent, leurs (jeunes) proxénètes sont issus des zones hors contrôle, pour qui le proxénétisme constitue un complément du revenu des stupéfiants, ou une pratique « d'accumulation primitive du capital ».

Pour les briser, ces adolescentes voient d'abord leurs papiers d'identité confisqués, puis sont menacées de mort, violées, forcées à se droguer.

Des stupéfiants qu'on leur fait payer, ce qui aggrave leur « endettement » vis-à-vis de leurs bourreaux. Certaines sont battues, torturées, électrocutées au Taser. En vue de chantages, des vidéos sont prises de leurs rapports sexuels. Se réfugient-elles chez leurs parents, des proxénètes cagoulés les braquent pour récupérer leurs proies. Seule issue en pareil cas pour les familles, déménager, voire changer de nom. Elles sont livrées à leurs clients (dix et plus par jour) pour des prestations de 50 euros la fellation, de 80 à 100€ l'acte sexuel.

Des quartiers hors contrôle, tant et plus

« Quartiers de la politique de la ville » (QPV)

Au 31 décembre 2023, la métropole compte

1 296 Quartiers de la Politique de la Ville. On en avait moins de cent en 1991, quand apparaît le premier ministère de la Ville.

Ce qui revient à ça : on crée, disons, un ministère dédié à la peste - trente-deux ans plus tard, les pestiférés sont 130% plus nombreux.

Fin 2023, ces QPV comptent 5,2 millions d'habitants, ± 8% de la population française. On y dénombre deux fois plus de vols violents sans armes que sur le reste du sol national, trois fois plus de vols avec armes ou d'homicides.

Dans les QPV

Victimes de coups et blessures volontaires hors du cadre familial (agressions dans la rue, transports, etc.), 3/1000 habitants ; France entière, 1,8/1000 hab.

Vols avec armes : 0,3/1000 hab. ; France entière 0,1/1000 hab.

Vols violents sans arme : QPV, 1,8/1000 hab. ; France entière, 0,9/1000.

Proportion des victimes d'infractions commises dans les QPV, selon leur lieu de résidence : Coups et blessures volontaires (hors cadre familial) : dans leur propre QPV ± 61% ; ailleurs, ± 39%.

Vols avec arme : dans leur propre QPV : ± 44 % ; ailleurs : ± 56 %.

Vols violents sans armes, dans leur propre QPV : ± 41% ; ailleurs : ± 59%.

Paris et Île-de-France

Paris, braquages à domicile :

Janvier-mai 2023 : 102

Janvier-mai 2024 : 135 ; soit + 32%

Notons que, quoique fréquente, l'infraction de braquage à domicile est absente du Code pénal, comme d'ailleurs, des comptages statistiques de l'Intérieur (SSMSI).

Île-de-France (12 millions d'habitants). 12e enquête (victimation-insécurité) de l'Institut Paris-Région.

Depuis 2001, tous les 2 ans, on sonde 9 000 Franciliens de plus de 15 ans. Ce qu'il en résulte début 2023 (sondage d'AVANT les émeutes de juin-juillet 2023) : inquiétude croissante des sondés sur « la délinquance », sujet N°1. Ensuite, justice trop indulgente : 30% ; chômage : 28%.

Franciliens éprouvant de l'insécurité : 2019 : 53,4% ; 2023 : 54,4%.

Des forces de sécurité entre agressions et démissions

Police nationale, 2023 : 15 150 policiers blessés, + 4,1% sur un an, plus de 40 blessés par jour (tous motifs).

En 2022 (dernières données disponibles) : 10 840 départs (+33% sur 2021) ; gendarmerie nationale, 15 078 départs (+ 25% sur 2021).

La justice en mode passoire (Dernières données disponibles)

Réponse pénale en 2021 : 4 515 680 plaintes ; sur ce, la Justice se vante d'un « taux de réponse pénale » de $\pm 90\%$.

Voyons cela : 4 045 938 plaintes sont examinées par les parquets. Là-dessus, 69% classées sans suite pour « charges insuffisantes, défaut d'élucidation... »

Restent 31% des plaintes : $\pm 1 255 000$ affaires. Là-dessus, à nouveau, 15,4% de classements sans suite. On en est à 1 061 563 procé-dures. 38% donnent lieu à des « alternatives aux poursuites » (Lettre d'avertissement, rappel à la loi). Restent 587 200 poursuites, devant des juridictions, aboutissant à 12,3% de condamnations, quelles qu'elles soient. De la source au robinet, l'adduction d'eau a perdu 87,7% du fluide qu'elle transporte.

En 2022 (dernières données disponibles) : 10 840 départs (+33% sur 2021) ; gendarmerie nationale, 15 078 départs (+ 25% sur 2021).

Effondrement des taux d'élucidation : Paris, janvier-mai 2024 : + 32% de braquage à domicile



... De fins connaisseurs, et pour cause, du ministère de l'Intérieur...

Le Comité Clemenceau réunit des hauts-fonctionnaires du ministère de l'Intérieur qui ont le souci de présenter la réalité des chiffres de la délinquance et des solutions pour rétablir l'ordre civil.

Ministère de l'Intérieur : d'une usine à gaz à l'outil efficace

D'emblée, un cas concret. Dans le quotidien Sud-Ouest du 16 octobre passé, l'article « Bordeaux : onze interpellations lors d'une descente de police aux Aubiers. Rappel : aux Aubiers, zone hors contrôle de l'aire bordelaise, 80 policiers ont encerclé la veille des tours d'habitation : le 1er septembre, un mineur de 12 ans y est séquestré trois heures dans une cave, pour une « embrouille » de trafic de drogue. Ce, après d'autres extorsions le long de la ligne du tramway local, du fait, croit-on, de la même bande de mineurs (15-17 ans), avec menaces de mort sous la menace de couteaux, etc.

Commentaire du Comité Clemenceau

D'abord, il faut six semaines avant que la police ne réagisse, lente mais révélatrice réaction.

Pour ce qui aboutit à l'arrestation de cinq-six voyous, le parquet des mineurs du tribunal judiciaire mobilise, en « coproduction de sécuri-

té » dit Sud-Ouest : la division de la criminalité organisée et spécialisée (DCOS) ; la Division de la Criminalité territoriale (DCT) et en son sein, l'Unité d'Atteinte aux Biens ; les antennes du RAID, de la Brigade de recherche et d'Intervention (BRI), de la Brigade Anti Criminalité (BAC) ; la Compagnie Départementale d'Intervention (CDI) de la Brigade de Surveillance et D'Intervention (BSI) ; enfin, l'Unité d'Investigation Nationale (UIN), de la Direction Nationale de la Police Judiciaire (DNPJ).

Pourquoi cette armée policière en mode soupe d'alphabet ? Écoutons le Comité Clemenceau :

Ce foisonnement d'unités sert l'ambition de petits chefs et le désir de Beauvau de nourrir l'illusion médiatique qu'on met le paquet pour défendre les citoyens. Cette dé-bauche (théorique) de moyens vise à susciter l'idée fausse que l'ordre est restauré aux Aubiers ; on est toujours dans l'esbroufe des « Opérations Place Nette ».

Mais en fait, ce spectacle opératif camoufle l'échec de la sécurité au quotidien des Français. D'abord, il faut six semaines pour laborieusement assembler la troupe vouée à arrêter une poignée de mineurs, lors d'une banale embrouille sur fond de drogue. Un retard à l'allumage imputable à l'absence d'effectifs territoriaux et à l'effondrement, à l'échelle locale, des capacités opérationnelles des services.

Exemple : il manque 110 policiers à Grenoble (et ses trois à quatre fusillades par mois). Ainsi, dans de semblables métropoles, la police est incapable de fixer ses priorités. Le milieu criminel décide à l'inverse de l'ordre du jour policier : attaques de commissariat, rodéos, émeutes ; ce après quoi la police ne fait que courir.

Cet échec a pour double origine :

La théâtralisation de l'action policière

La décomposition de la force publique.

À chaque drame (sécuritaire, terroriste) une loi palliative (dont souvent, les décrets

d'application restent dans les tiroirs) ; le tam-tam médiatique sur la création d'unités nouvelles ; le tout suggérant un gouvernement suivant les évolutions du crime organisé ou du terrorisme.

Or, ces unités nouvelles-spectacle sont prélevées sur les troupes du terrain local puis déployées au niveau national ou régional. Éloignées du quotidien des populations affectées, elles débarquent lors de crises puis filent courir ailleurs. Ces unités-spectacle destinées au 20h des télé laissent alors populations et policiers locaux face aux mêmes problèmes - ou pires.

Cet échec a pour double origine :

Réinvestir les zones hors contrôle nécessite des forces suffisantes, stables et pérennes, d'où :

Retour à une sécurité publique enracinée dans sa circonscription et à ses bases :

prévention, dissuasion, répression ; le tout s'appuyant des plans pluriannuels respectés, à la suite de diagnostics sérieux.

Repeupler les sûretés départementales et les munir d'unités spéciales (mineurs, stupéfiants, crime organisé), leur permettant d'agir en connaissance de cause, sans avoir à attendre de lointains et éphémères renforts.

Renforcer les DDSP d'unités départementales d'intervention.

Repenser et simplifier la structure de la Police judiciaire, que sa dernière réforme transforme aussi en usine à gaz.